

double-cliquez sur les mots et les phrases en gras pour vous rendre directement à la page correspondante sur le site Web et obtenir plus d'information

2000-2001

revue

de l'année
rapport annuel

mission & mandat

F

ondé en 1972, l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP) est un organisme canadien, indépendant et sans but lucratif.

L'IRPP cherche à améliorer les politiques publiques canadiennes en encourageant la recherche, en mettant de l'avant de nouvelles perspectives et en suscitant des débats qui contribueront au processus décisionnel en matière de politiques publiques et qui rehausseront la qualité des décisions que prennent les gouvernements, les citoyens, les institutions et les organismes canadiens.

L'indépendance de l'IRPP est assurée par un fonds de dotation, auquel ont souscrit le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et le secteur privé.

IRPP

rapport de la présidente

du conseil d'administration

C

'est avec plaisir qu'à titre de présidente par intérim, je rends compte des activités menées par le conseil d'administration de l'IRPP au cours des douze derniers mois, d'autant plus que cette année 2000-2001 a été particulièrement riche en événements et réussites.

Notre président Peter White annonçait pourtant en début d'année qu'il quitterait son poste afin de poursuivre son action en politique fédérale, mais il a heureusement accepté de rester au Conseil en qualité d'administrateur. Ayant exercé sa présidence alors que l'IRPP traversait une période de transition et de révision stratégique, M. White a remarquablement contribué à cet effort de revitalisation et de réorientation. Au nom du Conseil et de la haute direction, j'aimerais lui exprimer mes plus sincères remerciements pour le travail exceptionnel qu'il a accompli et la détermination avec laquelle il a fait progresser **la mission et le mandat de l'Institut.**

Je suis également très heureuse d'annoncer que Bob Rae (C.P., C.R., LL.D.), qui siège au conseil d'administration de l'IRPP depuis 1998, en est devenu le président lors de la dernière assemblée annuelle en juin 2001. Élu à huit reprises aux parlements fédéral et ontarien avant son retrait de la vie politique en 1996, M. Rae a été premier ministre de l'Ontario de 1990 à 1995 et est actuellement associé chez Goodmans, un cabinet canadien de droit international, de même que professeur associé à l'université de Toronto. Nul doute que l'Institut bénéficiera grandement de sa longue expérience des secteurs public et privé et des milieux universitaires.

Toujours en juin, le Conseil a accueilli deux nouveaux administrateurs : Shira Herzog, vice-présidente de la Kahanoff Foundation de Calgary, porte-parole et experte réputée des politiques publiques relatives aux organismes à but non lucratif et des stratégies d'action philanthropique; et Gordon Thiessen, ancien gouverneur de la Banque du Canada et spécialiste des politiques monétaires parmi les plus reconnus au pays. Je me réjouis à l'avance de leur contribution aux succès futurs de l'Institut et leur souhaite la bienvenue au nom du personnel et du Conseil de l'IRPP. Je remercie par la même occasion trois membres sortants du Conseil, Jean-Guy Finn, Fred Gorbet et Maurice Pinard, dont le mandat prenait fin avec l'assemblée de juin. Tous trois ont fortement contribué au programme de recherche et à la réorientation de l'IRPP, et nous regretterons leur absence.

J'aimerais enfin exprimer au président de l'IRPP, Hugh Segal, la reconnaissance du **conseil d'administration** pour l'immense travail qu'il a accompli en deux années seulement. S'appuyant sur les compétences du personnel de l'IRPP, il a su accroître la notoriété de l'Institut au point d'en faire une référence de premier plan dans le débat entourant les politiques publiques au pays, grâce à une série d'événements novateurs et de publications clés sur la démocratie canadienne, les soins de santé et le capital humain. Pour cet exploit, je lui transmets toutes les félicitations du Conseil et me réjouis à l'avance des succès qui attendent l'IRPP sous sa direction.



Germaine Gibara

Montréal

rapport du président

2000-2001 revue de l'année

J

'ai le privilège de rendre compte de l'année très stimulante que vient de connaître l'IRPP. Les progrès que l'Institut a réalisés dans tous ses domaines de recherche, de même que l'influence accrue de ses travaux sur les programmes de recherche et législatif du pays, témoignent du travail remarquable effectué par son personnel, ses partenaires, ses spécialistes et ses chercheurs invités, mais aussi de l'appui indéfectible de son conseil d'administration.

Dès mon arrivée à l'IRPP à l'été de 1999, j'ai bénéficié du soutien attentif de Peter White, alors président du Conseil. Jusqu'à ce que celui-ci quitte son poste au milieu de l'année dernière pour accepter d'importantes responsabilités partisanes au sein de l'opposition officielle, cet appui de tous les instants aura également profité à l'ensemble du personnel de l'Institut. C'est pourquoi j'aimerais non seulement lui exprimer ma reconnaissance mais le remercier vivement d'avoir accepté de rester au Conseil. Germaine Gibara, au double titre de vice-présidente et présidente par intérim, s'est pour sa part révélée d'un concours précieux et tout aussi apprécié.

Les douze derniers mois ont constitué pour l'IRPP une période de consolidation et de croissance. Après une année de transition et une

autre consacrée à redéfinir le rôle stratégique qu'il entend jouer dans un milieu politique élargi, l'Institut a profité de l'année écoulée pour consolider les progrès réalisés pendant les 18 mois précédents et rechercher les occasions de croissance dans les domaines clés de son nouveau mandat de recherche. Je suis donc particulièrement heureux d'annoncer que l'IRPP, judicieusement guidé par son **conseil d'administration** et soutenu par un **personnel** dévoué, a connu l'une des années les plus productives de son histoire.

l'année en

chiffres

A

u chapitre de la diffusion et de la portée des travaux de l'Institut, l'année écoulée a constitué un succès sans précédent, comme en témoignent les réalisations suivantes :

- > organisation de trois **conférences** majeures sur les politiques publiques ;
- > publication de six **monographies** ;
- > organisation de 22 forums, déjeuners et dîners causerie dans 5 villes du pays ;
- > parution de 17 documents de recherche ;
- > publication dans les grands quotidiens du pays de 26 textes d'opinion par des chercheurs de l'IRPP ;
- > total de 562 reportages sur les recherches et activités de l'IRPP dans la presse et les médias radiotélévisés ;
- > participation totale de 1600 personnes aux événements de l'IRPP ;
- > total de 49,130 visites sur le site Web de l'IRPP ;
- > téléchargement de 138,272 études et articles à partir du site Web de l'IRPP.

des questions qui importent à tous les canadiens

D

epuis la parution en septembre 2000 de son dernier Rapport annuel, l'IRPP a contribué à travers une série de monographies, de textes et d'événements aux débats sur les questions qui figurent au sommet de l'ordre du jour du pays en matière de politiques publiques.

En septembre 2000, tandis que les premiers ministres du pays préparaient leur conférence sur le financement des soins de santé, l'Institut a publié **Recommandations aux premiers ministres**, un rapport complet préconisant une réforme du système de santé. En huit courts textes, les membres du Groupe de travail de l'IRPP sur les politiques de santé (l'honorable Monique Bégin, Michael Decter, président du groupe, Colleen Flood, Claude Forget, Henry Friesen, Maureen Quigley, Duncan Sinclair et Carolyn Tuohy) y traitaient sans détour de questions liées à la gestion, à l'imputabilité, à l'innovation et à l'excellence en soins de santé. Présenté aux premiers ministres, peu avant leur rencontre de septembre 2000, ainsi qu'aux ministres et sous-ministre de la Santé, ce rapport a reçu un accueil enthousiaste de la part des décideurs comme des analystes.

En octobre, l'IRPP a publié *The Politics of Resentment: British Columbia Regionalism and Canadian Unity*, un ouvrage de Philip Resnick, professeur à l'université de la Colombie-Britannique, qui analyse le rôle de cette province dans le débat sur l'avenir de la fédération canadienne. M. Resnick s'y intéresse au caractère unique de la province la plus à l'ouest du pays et explique en quoi cette spécificité, née de facteurs géographiques, économiques et historiques, a façonné ses rapports avec

Ottawa comme avec le nationalisme québécois. Paru au tout début de la dernière campagne électorale fédérale, l'ouvrage met en lumière certaines des tensions régionales qui allaient par la suite expliquer au moins en partie l'issue du scrutin.

Pendant cette même campagne, l'IRPP a aussi fait paraître deux documents (dont la publication était prévue de longue date) visant à éclairer les choix offerts aux Canadiens. Dans les premières semaines de la campagne, alors que les sondages laissaient entrevoir la réélection d'un gouvernement libéral minoritaire, l'Institut a publié une analyse des gouvernements minoritaires au Canada en vue d'éclaircir certaines perceptions quant à leur stabilité et leur efficacité. Dans la foulée, l'IRPP produisait une évaluation du programme fiscal des principaux partis pour en comparer les points de vue et priorités, en mettant l'accent sur les propositions de l'Alliance canadienne en matière d'impôt à taux uniforme et à double taux.

À la fin de l'automne et au cours de l'hiver, l'IRPP a publié deux documents de Peter Dobell, fondateur et directeur du Centre parlementaire ainsi que membre du Conseil de l'Institut. Outre l'analyse susmentionnée des gouvernements minoritaires, M. Dobell a produit un second rapport consacré à la réforme parlementaire. Abondamment cité par les parlementaires et les observateurs politiques, ce document explique la nécessité d'améliorer le rôle des députés, d'étendre les pouvoirs des comités et de revoir diverses procédures à la Chambre des communes afin d'en améliorer la transparence et l'imputabilité.

En janvier, l'IRPP a publié ***A State of Minds: Toward a Human Capital Future for Canadians***, de Thomas J. Courchene, chercheur affilié à l'Institut et économiste canadien de renom, qui porte un regard révolutionnaire sur l'élaboration des politiques économiques et sociales en cette ère de l'information. Dans ce premier ouvrage publié à l'IRPP, M. Courchene propose une analyse audacieuse des enjeux de la mondialisation et de l'économie du savoir, préconisant une refonte complète du processus d'élaboration des politiques publiques au pays. Pour réussir à l'ère de l'information, soutient-il, le Canada doit miser pleinement sur le développement de son capital humain et devenir un véritable « état d'esprits ».

Toujours en janvier, l'IRPP publiait une collection de textes intitulée **Adapting Public Policy to a Labour Market in Transition**. Dirigé par Craig Riddell et France St-Hilaire, vice-présidente (Recherche) à l'Institut, cet ouvrage examine les mutations en cours du marché du travail puis analyse les défis et possibilités d'une éventuelle réforme.

À l'hiver et au printemps 2001, l'IRPP a participé au débat politique sur plusieurs fronts en publiant des documents de recherche sur une grande variété de questions, des cibles d'inflation à la politique monétaire en passant par la réforme du système électoral et des institutions, la culture et le commerce.

En mai a paru *Judicial Power and Canadian Democracy*, une collection de textes consacrés aux politiques judiciaires du pays, qui avaient été initialement publiés par l'IRPP dans le cadre de la série Tribunaux et législatures de sa collection *Choix*. Ce collectif a été publié en collaboration avec McGill-Queen's University Press.

Également en mai, l'IRPP a lancé le premier numéro de **The Review of Economic Performance and Social Progress**. Publié conjointement avec le Centre d'étude des niveaux de vie (CENV), ce rapport annuel examine les liens de causalité entre résultats économiques et politiques sociales. Intitulé *The Longest Decade: Canada in the 1990s*, ce premier numéro s'intéresse aux répercussions des turbulentes années 1990 sur le bien-être économique et social des Canadiens. En treize articles, il examine les grands tournants opérés durant cette période dans le domaine des politiques publiques, en ce qui touche notamment la stratégie de taux d'inflation cible de la Banque du Canada, la lutte contre les déficits gouvernementaux, la libéralisation des échanges commerciaux et les réformes sociales, offrant la première analyse approfondie de leurs effets sur la société canadienne.

Début juillet paraissait la première monographie publiée à l'IRPP par Donald Savoie, chercheur invité. Intitulée ***Pulling Against Gravity: Economic Development in New Brunswick During the McKenna Years***, cet ouvrage offre la première analyse poussée du “ miracle McKenna ” et a suscité de ce fait un vif intérêt tant au Nouveau-Brunswick que dans le Canada entier.

À la fin du printemps et tout au long de l'été, l'IRPP a également étoffé son programme ***Renforcer la démocratie canadienne*** en publiant des études sur la démocratie directe, le rapport entre culture politique et déclin de la participation électorale, la liste électorale du pays et la réforme parlementaire.

Enfin, l'IRPP s'est intéressé en juillet à l'avenir des relations fédérales-provinciales. Dans les jours précédant la 42^{ème} Conférence annuelle des premiers ministres provinciaux à Victoria, il a ainsi publié la première d'une série d'études portant sur l'Entente-cadre sur l'**union sociale** (ECUS). La révision de l'ECUS devant avoir lieu avant février 2002, l'Institut veut, par ces études, contribuer à la réflexion des décideurs sur les améliorations à apporter à l'Entente qui permettraient de favoriser le juste équilibre entre les objectifs nationaux en matière de politiques sociales et le désir d'autonomie des provinces.

Outre cet ambitieux programme de publication, l'IRPP a organisé cette année une impressionnante somme de conférences, forums publics, déjeuners et dîners causerie. C'est ainsi qu'ont eu lieu l'automne dernier, à Ottawa et à Calgary, les deux derniers forums de l'Institut sur la démocratie. À Toronto, Montréal et Ottawa ont également eu lieu une série de déjeuners causerie sur des thèmes aussi variés que l'impôt à taux uniforme, la fragmentation du système de partis, la déréglementation du secteur de l'énergie, le budget de l'Ontario, l'union monétaire nord-américaine et la défense nationale. L'IRPP a par ailleurs tenu trois conférences majeures sur les défis qu'entraînent pour la gestion de l'État les interventions militaires à l'étranger (novembre 2000), sur **le rapport entre croissance économique et inégalités sociales** (conférence organisée de concert avec le CENV en janvier 2001), de même que sur **les enjeux et possibilités d'une réforme électorale au pays** (mai 2001). En organisant ces événements, l'IRPP visait à rapprocher d'éminents spécialistes et praticiens pour encourager le développement des liens appropriés entre tous ceux qui gravitent autour des politiques publiques, tant ceux qui font de la recherche, que ceux qui les élaborent, ou débattent de leurs mérites et faiblesses.

En appui à nos activités de recherche

En appui à ses activités de recherche, l'IRPP a sensiblement amélioré son site Web et continué de promouvoir la diffusion d'***Options politiques***, revue ayant pour but de compléter et de soutenir son programme de recherche. On y a donc publié des articles indépendants sur une grande variété de questions, mais aussi les comptes rendus de plusieurs conférences de l'Institut. Dans les numéros de janvier-février et de juin ont notamment paru les textes de la conférence de novembre 2000 sur les questions de défense et de sécurité vues sous l'angle de l'opinion publique. Le numéro de juillet-août était pour sa part entièrement consacré à la conférence « Des votes et des sièges » de mai, qui a cherché à établir si le Canada devait adopter un nouveau système de représentation parlementaire ou conserver l'actuel scrutin majoritaire à un tour. L'IRPP collaborant par ailleurs aux délibérations de la Table ronde sur l'examen de la Loi canadienne sur les transports, il a enfin publié deux articles sur les politiques relatives au secteur ferroviaire canadien.

Citons ces quelques autres questions récemment traitées dans *Options politiques* : la « politique virtuelle », l'action des organismes non-gouvernementaux dans les négociations commerciales, les pratiques en politique forestière, l'avenir du dollar canadien et des autres monnaies internationales, l'aliénation de l'Ouest, les différentes pratiques administratives en usage au Canada et aux États-Unis. Précisons en outre que la revue a innové en s'adjoignant la collaboration de sources externes. En témoignent dans le numéro d'avril sur l'aliénation de l'Ouest la transcription d'un échange d'abord diffusé à l'émission *This Morning*, de la CBC, et la reproduction en mai d'un débat initialement paru dans le *National Post* entre Milton Friedman et Robert Mundell sur les avantages d'une monnaie flottante par rapport à une monnaie fixe. Deux initiatives dont le succès permet d'envisager d'autres collaborations du genre.

À noter que les abonnements sont restés à peu près stables, mais que le nombre d'articles téléchargés a sensiblement augmenté à un rythme moyen de 13 pour cent par mois, pour un total de plus de 10,000 téléchargements au cours des derniers mois.

Signalons enfin ces améliorations apportées au site Web de l'IRPP : lancement en février d'un service d'achat en ligne permettant de commander **les monographies de l'Institut**; une page de **liens** d'intérêts améliorée donnant accès à plus de 150 organisations et instituts de recherche au Canada et dans le monde; début en mai d'une cyber-chronique de **Jim Ferrabee**, ancien correspondant à l'étranger pour Southam News et chroniqueur économique au quotidien montréalais *The Gazette*. Autant d'initiatives qui ont fait du **www.irpp.org** l'un des principaux portails canadiens en matière de politiques et de débats publics.

un programme de recherche tourné vers l'avenir

L'IRPP poursuit depuis maintenant 28 ans une mission qui consiste à mettre de l'avant de nouvelles idées et analyses en matière de politiques publiques afin d'aider les Canadiens à faire des choix fondés sur un débat éclairé. Depuis sa fondation, l'Institut a rempli cette mission et contribué à ce débat en privilégiant une recherche à la fois non partisane et indépendante. Et pour mener à bien son **mandat de recherche**, il préconise une approche interdisciplinaire et intégrée centrée sur cette question fondamentale :

« Quels choix le Canada doit-il faire pour optimiser et intégrer performance économique et progrès social à l'heure d'un ordre mondial en rapide mutation, et comment faire ces choix de la meilleure façon possible ? »

Bien qu'elle soit formulée en tenant compte de la situation de notre pays, cette question traduit les préoccupations de la majorité des gouvernements des pays industrialisés en quête du juste équilibre entre les efforts qu'ils déploient pour améliorer la justice sociale et promouvoir le dynamisme économique.

La performance économique et le progrès social du Canada ayant toujours été au cœur du programme de l'IRPP, le mandat de recherche adopté en février 2000 réitère l'adhésion à ces principes en mettant de surcroît l'accent sur les liens qui les unissent, de manière à déterminer les priorités politiques qui assureront de maximiser les possibilités et le bien-être offerts aux Canadiens, et de favoriser aussi bien le dynamisme que la productivité de notre économie.

Plus précisément, le programme de recherche de l'IRPP veut mettre en évidence les priorités communes aux politiques économiques et sociales, de même que les liens entre ces politiques et les questions plus générales de gestion de l'État aux deux échelons national et international. Les efforts consentis par le Canada à la croissance économique et au progrès social dépendent en effet de l'efficacité des institutions démocratiques et de l'étendue de la participation politique. Aussi le programme de l'Institut en matière de gestion de l'État est-il centré sur ces deux éléments, indispensables à des politiques publiques judicieuses.

Signalons en outre que le mandat de l'IRPP :

- > privilégie une approche multidisciplinaire, car il apparaît de plus en plus évident que les questions auxquelles le Canada sera confronté dans les prochaines décennies ne pourront être circonscrites au seul moyen des disciplines académiques traditionnelles. Nous inviterons par conséquent différents spécialistes parmi lesquels des économistes, des politologues, des sociologues et des philosophes à collaborer à nos initiatives de recherche ;
- > préconise que l'Institut collabore avec d'autres organisations. Pour mieux remplir son mandat et poursuivre ses recherches, l'Institut cherche souvent à conclure des ententes avec des organismes partageant des buts analogues. C'est ainsi qu'il s'est attaché cette année diverses collaborations, dont les suivantes : TVOntario et le Peter Munk Centre à l'Université de Toronto; le Réseau canadien de recherche en politiques publiques (RCRPP) ; le Cable Public Affairs Channel (CPAC) ; et le Centre d'étude des niveaux de vie (CENV) ;
- > s'accompagne du ferme engagement de combiner activités de recherche à court, moyen et long terme afin d'assurer aussi bien sa participation à l'actuel débat sur les politiques publiques que l'exécution efficace de son mandat d'éducation populaire et de diffusion de la recherche. Aussi l'Institut continue-t-il de miser sur une variété d'événements et de publications pour approfondir et diversifier sa participation aux débats publics. Pour traiter dans les meilleurs délais de thèmes précis, son personnel et ses associés bénéficient d'un programme de déjeuners causerie, d'une série de documents de travail intitulée **Enjeux publics** et du périodique **Options politiques**. Et pour traiter à fond de questions plus complexes, l'Institut privilégie les conférences, les monographies et la publication, dans sa série documentaire **Choix**, de textes évalués par des pairs.

projets en gestion de l'état

L'un des principaux aspects de notre recherche consiste à examiner les défis relatifs à la gestion de l'État aux deux échelons national et international. Comme nous l'indiquons ci-dessus, les efforts consentis par le Canada au dynamisme économique et au progrès social dépendent de l'efficacité de ses institutions démocratiques et de l'étendue de la participation politique. En matière de gestion de l'État, le programme de l'Institut se focalise donc sur ces éléments indispensables à des politiques publiques judicieuses, autour de la question suivante : **Comment organiser les structures de l'État pour nous permettre de faire les choix les plus judicieux, à l'heure de l'accélération des changements sociaux ?**

D renforcer la démocratie canadienne

Depuis les années 1960, le relèvement du niveau d'éducation et l'évolution des valeurs sociales ont suscité au Canada comme ailleurs dans le monde des appels en faveur d'une participation démocratique élargie. Si notre pays a adopté à cette fin quelques modestes réformes, les mesures envisagées restent largement insuffisantes au regard de la demande exprimée. Le programme de recherche **Renforcer la démocratie canadienne** examine certaines des lacunes démocratiques de notre système politique et s'intéresse aux réformes qui raffermiraient la légitimité de notre système de gouvernement, avant que le désengagement de la population ne soit irréversible. Partout où cela semble justifié, cette recherche s'inspirera aussi d'expériences menées à l'étranger, par exemple la réforme électorale en Nouvelle-Zélande, pour éclairer le débat sur les réformes les plus avantageuses.

Depuis l'entrée en vigueur de la Charte des droits et libertés en 1982, les tribunaux du pays sont habilités à invalider les lois fédérales et provinciales jugées contraires aux droits fondamentaux des Canadiens. Contestée dès son adoption, cette extension de l'autorité judiciaire s'est particulièrement signalée à l'attention du public au cours des dernières années. Des jugements ayant fait jurisprudence sur une variété de questions controversées, des demandes territoriales des autochtones en passant par les droits des homosexuels et la pornographie infantile, ont défrayé la manchette et provoqué un vif débat public sur le pouvoir de l'appareil judiciaire. Ce projet de recherche explore notamment les questions suivantes : l'opinion publique face aux tribunaux, la nomination des juges à la Cour suprême, l'activisme judiciaire et le recours à la clause nonobstant depuis 1982.

gouverner la *fédération* canadienne

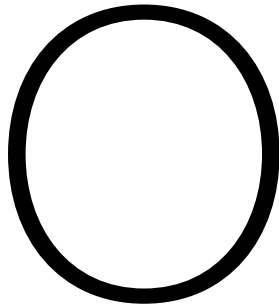
Nos dirigeants politiques sont de plus en plus confrontés au besoin imposé par un ordre mondial en transition de nouveaux modes de gestion. Il est en effet évident, même aux yeux de l'observateur le plus distrait, que les solutions traditionnelles en matière de politiques publiques sont devenues inopérantes. À maints égards, il s'agit là d'un territoire inexploré qui réclame une réflexion inédite et des solutions innovantes. Aussi l'Institut tiendra-t-il à l'automne 2001 un symposium intitulé « **L'art de l'État dans un monde sans frontières** » afin d'examiner l'incidence des nouvelles forces démocratiques, économiques et technologiques sur la gestion de l'État et d'étudier comment le Canada et ses régions devraient y réagir. Plusieurs éminents experts canadiens, américains et européens ont été invités à réfléchir aux questions suivantes : le nouvel ordre économique, la nature changeante du pouvoir et de la démocratie, les nouvelles formes de citoyenneté, le gouvernement d'entreprise, les nouvelles formes de services publics, la gestion de l'interdépendance dans les États fédéraux, l'avenir des villes et le Canada face au gouvernement international.

Retour à la table : une nouvelle union sociale en 2002 ?

Poursuivant ses travaux sur l'**union sociale canadienne**, l'IRPP a lancé une nouvelle initiative de recherche afin d'offrir un examen indépendant de l'Entente-cadre sur l'union sociale (ECUS). Signée en 1999 par les gouvernements fédéral, provinciaux (sauf le Québec) et territoriaux, l'ECUS consiste en un document administratif valable pour trois ans, qui encadre les relations intergouvernementales en matière de programmes sociaux. L'une de ses clauses oblige les gouvernements à réviser conjointement toute l'entente et ses modalités de mise en œuvre, puis à y apporter les modifications nécessaires à la fin de sa troisième année d'application (soit en février 2002). À quelques mois de cette échéance, ce projet de recherche vise à évaluer les répercussions de l'ECUS et ses perspectives d'avenir.

L'Institut a invité un groupe d'experts à déterminer si l'ECUS constitue un cadre satisfaisant pour l'union sociale, si elle remplit comme prévu son rôle en matière de relations intergouvernementales et de politiques sociales, si elle demeure viable malgré l'absence du Québec, s'il y a lieu de la renouveler et, le cas échéant, sous quelles conditions. Leurs conclusions seront publiées dans un ouvrage à paraître début 2002.

projets **nexus**



n l'a vu, la performance économique et le progrès social du Canada ont toujours été au cœur du programme de recherche de l'IRPP. Aussi le programme adopté en février 2000 maintient-il l'accent sur ces objectifs, mais il accorde une attention spéciale aux liens qui les unissent.

Cela afin d'établir en matière de politiques publiques les priorités qui assureront de maximiser les possibilités et le bien-être offerts aux Canadiens, et de favoriser le dynamisme et la productivité de notre économie.

Leaders politiques, spécialistes et praticiens sont de plus en plus nombreux à comprendre la nécessité d'accomplir simultanément des progrès fondamentaux sur les trois fronts économique, politique et social pour faire en sorte que les programmes de démocratisation et de libéralisation économique produisent des résultats durables.

Quatre projets de recherche centrés sur le lien entre différentes sphères politiques sont en cours de réalisation :

les liens entre croissance économique et inégalité

Le problème de l'inégalité suscite depuis quelques années un intérêt renouvelé, notamment pour ce qui est de son incidence sur la croissance économique et des répercussions de celle-ci sur la répartition des revenus. Pour jeter un éclairage neuf sur cette interaction dans la conjoncture canadienne, l'IRPP a entrepris avec le Centre d'étude des niveaux de vie (CENV) un ambitieux programme de recherche visant à étudier plus avant les liens entre croissance économique et inégalité. Ce projet portera sur les mécanismes par lesquels les inégalités de revenus et de richesse empêchent ou favorisent la croissance; les répercussions sur cette croissance des politiques de redistribution; et l'incidence de toute croissance économique sur l'inégalité des revenus. Une première série de textes sur cette question paraîtra dans un numéro spécial de la revue *Analyse de politiques*.

the review of economic performance and social progress

Toujours dans le cadre de ses projets Nexus, l'IRPP a lancé en collaboration avec le CENV un nouveau périodique, ***The Review of Economic Performance and Social Progress***, qui rend compte de l'état de la performance économique et du progrès social au Canada comme à l'étranger, et qui analyse les liens de causalité entre les résultats enregistrés dans les deux sphères économique et sociale. Cette nouvelle publication annuelle propose des articles non techniques aux étudiants, aux stratégies politiques et au public en général.

En matière de politiques publiques, l'intégration économique en cours entre le Canada et les États-Unis soulève des questions sous deux angles bien différents. Tout d'abord, nombreux sont ceux dont les moyens d'existence dépendent de solides relations de commerce et d'investissement entre les deux pays et qui souhaitent resserrer ces liens en renforçant l'intégration préconisée par des accords comme l'ALE Canada-É.-U. et l'ALENA. Par contraste, ceux qui souhaitent maximiser la marge de manœuvre du Canada sur une grande variété de questions économiques, sociales et politiques s'inquiètent plutôt de savoir comment concilier les intérêts canadiens en ces matières avec les obligations qu'imposent ces accords, à plus forte raison dans l'éventualité d'une intégration économique accrue.

relever les défis de la mondialisation

Ces deux points de vue étant souvent mis en opposition, les décideurs doivent donc déterminer s'ils sont conciliables, et comment ils le sont, puis s'engager à redéfinir nos priorités advenant leur incompatibilité. Tels sont les enjeux que ce projet de recherche tentera d'éclairer.

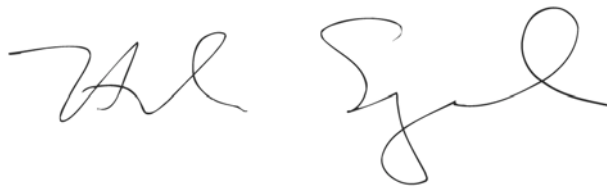
Une série d'études traitera plus spécifiquement de la situation en Amérique du Nord, où les relations commerciales du Canada sont les plus développées. Intitulée « Topographie de l'intégration nord-américaine », cette série examinera les questions relatives à la gestion des liens qui découlent plus particulièrement des rapports économiques qu'entretient le Canada avec les États-Unis et le Mexique. Les sujets à traiter ont fait l'objet d'une discussion entre experts lors d'un atelier tenu en juin 2001, tandis que la publication des documents de la série devrait s'étendre de l'automne 2001 au printemps suivant.

l'avenir en perspective

E

n tant que président, j'ai le privilège d'être soutenu par une équipe tout à fait remarquable, dont le volet recherche est dirigé par France St-Hilaire, vice-présidente (Recherche), et le volet administratif par Suzanne Ostiguy McIntyre, vice-présidente (Opérations) et secrétaire du Conseil. Les progrès réalisés par l'Institut depuis un an reposent en grande partie sur le dévouement, la patience et le précieux appui de chacun des membres de cette équipe d'une rare compétence.

Cette année, l'IRPP s'est efforcé de remplir au meilleur de ses capacités son engagement d'enrichir le débat sur les politiques publiques à l'aide de recherches empiriques de haut niveau, d'observations éclairées et d'idées novatrices. Et c'est avec la même ferveur que nous poursuivrons cette contribution au cours des années à venir.



Hugh Segal

Montréal

rapport du comité de placements

Le Fonds de dotation de l'IRPP a pour principal objectif d'assurer la stabilité financière indispensable aux travaux de l'Institut. Il vise ensuite à maintenir la valeur réelle du Fonds après inflation, de manière à ce qu'il produise les revenus nécessaires à ses activités futures.

C'est pourquoi le conseil d'administration décidait en 1986 de retirer chaque année une somme égale à 5 p. cent de la valeur trisannuelle moyenne du Fonds, plutôt que de récupérer les revenus réels qu'il génère. Selon cette formule, la somme dont bénéficie l'Institut pour ses travaux de l'exercice 2001-2002 s'élève à 2 074 950 dollars.

Témoignant de l'efficacité de cette politique, les revenus réels du dernier exercice se sont établis à 1 403 000 dollars et le gain en capital à 1 757 000 dollars, soit 3 160 000 dollars en tout.

Après avoir consulté plusieurs sociétés de placement, le Conseil décidait il y a trois ans de répartir le Fonds en deux parties égales. C'est ainsi que le 31 janvier 1999, la société Beutel, Goodman and Company Ltd. s'est officiellement ajoutée à Knight, Bain, Seath and Holbrook Capital Management Inc., qui assurait la gestion du Fonds depuis une dizaine d'années.

Le style de gestion de portefeuille des deux sociétés diffère considérablement. En fait, voir le tableau ci-dessous des résultats enregistrés par chacune d'elles au cours de l'année écoulée.

Les deux sociétés de placement ont augmenté leurs portefeuilles d'espèces et de valeurs assimilables, Knight, Bain ayant également accru la proportion détenue en obligations. Beutel Goodman a réduit la proportion d'actions canadiennes et légèrement augmenté la part d'actions américaines.

Knight, Bain

Beutel Goodman

	le 31 mars 2001	le 31 mars 2000	le 31 mars 2001	le 31 mars 2000
Valeur du marché	19 171 000	23 084 000	22 623 000	20 331 000

Composition de l'actif

Espèces et valeurs assimilables	4,4%	1,8%	9,0%	5,2%
Revenu fixe	43,7%	38,5%	40,9%	43,1%
Actions canadiennes	22,1%	28,4%	14,3%	17,6%
Actions américaines	16,7%	15,5%	35,8%	34,1%
Actions étrangères	13,1%	15,8%	—	—
Actions totales	51,9%	59,7%	50,1%	51,7%

Le Comité de placements établissait il y a bon nombre d'années un rendement modèle découlant de la moyenne mobile établie sur quatre ans des quatre indices suivants : actions canadiennes, actions étrangères, revenu fixe et hypothèques. Ce modèle ne s'applique toutefois pas encore à Beutel Goodman, responsable depuis deux ans seulement de sa partie du Fonds. Quant à Knight, Bain, il a obtenu un taux de rendement de 10,8 p. cent, soit nettement au-dessus du taux modèle de 9,3 p. cent.

La valeur composite du marché du Fonds, y compris les autres éléments d'actif à court terme, s'établissait à 42 015 000 dollars. De cette somme, 1 022 000 dollars constituent une somme dont on avait autorisé le transfert au fonds de fonctionnement pendant l'année courante et les années antérieures, mais qu'on avait provisoirement laissés dans le Fonds de dotation pour maximiser le rendement des fonds gérés par les conseillers en placement.

rapport des vérificateurs

Aux administrateurs de l'Institut de recherche en politiques publiques

Nous avons vérifié le bilan de l'Institut de recherche en politiques publiques au 31 mars 2001 et les états des résultats et de l'évolution des soldes de fonds et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Institut. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 31 mars 2001 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.



Comptables agréés

Le 16 mai 2001

État des opérations et de l'évolution des soldes de fonds

de l'exercice terminé le 31 mars 2001 (en milliers de dollars)

	Fonds de fonctionnement	Fonds de dotation	2001	Total	2000
	\$	\$	\$		\$
Produits					
Produits de placements (note 3)	1 273	—	1 273		1 313
Gain à la vente de placements (note 3)	1 762	—	1 762		853
Publications	72	—	72		76
Autres	188	—	188		50
	3 295	—	3 295		2 292
Charges					
Frais généraux de recherche et de soutien	2 348	—	2 348		1 501
Magazine <i>Options politiques</i>	266	—	266		272
Coût des publications	250	—	250		346
Intérêts	5	—	5		5
Amortissement des immobilisations	31	—	31		24
	2 900	—	2 900		2 148
Excédent des produits sur les charges	395	—	395		144
Soldes de fonds au début	1 668	33 876	35 544		35 400
Virement au fonds de dotation (note 3)	(958)	958	—		—
Soldes de fonds à la fin	1 105	34 834	35 939		35 544

Bilan

au 31 mars 2001 (en milliers de dollars)

	Fonds de fonctionnement	Fonds de dotation	2001	Total	2000
	\$	\$	\$		\$
Actif					
À court terme					
Encaisse	—	124	124		194
Dépôts à terme	61	—	61		258
Débiteurs					
Produits à recevoir	—	276	276		263
Montant à recevoir du fonds de dotation *	1 022	—	—		—
Autres	93	20	113		186
Stocks	24	—	24		34
Frais payés d'avance	76	—	76		13
	1 276	420	674		948
Titres négociables (note 4)	—	35 460	35 460		34 967
Immobilisations (note 5)	99	—	99		81
	1 375	35 880	36 233		35 996
Passif					
À court terme					
Dette bancaire (note 6)	98	—	98		190
Créditeurs et charges à payer	153	24	177		242
Produits reportés (note 7)	19	—	19		20
Montant à verser au fonds de fonctionnement *	—	1 022	—		—
	270	1 046	294		452
Actif net					
Investi dans des immobilisations	99	—	99		81
Affectations d'origine interne (note 8)	—	34 834	34 834		33 908
Non affecté	1 006	—	1 006		1 555
	1 105	34 834	35 939		35 544
	1 375	35 880	36 233		35 996

* Les montants à verser à (à recevoir de) chaque fonds sont éliminés du total.

État des flux de trésorerie

de l'exercice terminé le 31 mars 2001 (en milliers de dollars)

	2001	2000
	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement		
Excédent des produits sur les charges	395	144
Gain à la vente de placements	(1 762)	(853)
Amortissement des immobilisations	31	24
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 9)	(59)	(109)
	(1 395)	(794)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement et d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	(49)	(41)
Acquisition de placements	(35 077)	(32 353)
Vente de placements	36 346	32 859
	1 220	465
Sorties nettes de fonds	(175)	(329)
Situation de trésorerie au début	262	591
Situation de trésorerie à la fin	87	262
Composée des éléments suivants		
Encaisse	124	194
Dépôts à terme	61	258
Dette bancaire	(98)	(190)
	87	262

notes complémentaires

de l'exercice terminé le 31 mars 2001 (tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars)

1 Description de l'organisme

L'Institut de recherche en politiques publiques est un organisme national et indépendant sans but lucratif. L'Institut a pour mission de favoriser le développement de la pensée politique au Canada par son appui et son apport à un processus élargi, plus éclairé et plus efficace d'élaboration et d'expression des politiques publiques. L'Institut est constitué en tant qu'organisme sans but lucratif en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et constitue un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

2 Principales conventions comptables

Les états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada selon la méthode du report pour comptabiliser les apports.

Comptabilité par fonds

Les états financiers sont présentés de manière à séparer les fonds suivants :

- (i) Le fonds de fonctionnement présente les produits et les charges afférents à la réalisation de programmes et à l'administration de l'Institut.
- (ii) Le fonds de dotation présente les sommes obtenues par voie de dotation. Le produit de placements généré par ces sommes est constaté dans le fonds de fonctionnement.

Constatation des produits

Les apports affectés relatifs au fonctionnement sont constatés à titre de produits du fonds de fonctionnement dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son recouvrement est raisonnablement assuré.

Les apports reçus à titre de dotations sont constatés à titre d'augmentations directes dans le solde du fonds de dotation.

Les produits de placements sont inclus dans les produits du fonds de fonctionnement lorsqu'ils sont gagnés, tandis que les gains ou les pertes en capital sont inclus lorsqu'ils sont réalisés.

Stocks

Les stocks, constitués de livres destinés à la vente, sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette. Le coût comprend les coûts directs engagés pour la production d'un livre, et la valeur de réalisation nette est calculée en amortissant les coûts réels sur une durée de conservation de 18 mois.

Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées au coût. L'amortissement est comptabilisé selon la méthode de l'amortissement linéaire à des taux calculés pour amortir le coût des actifs moins leur valeur résiduelle sur leur durée de vie utile estimative. Le matériel informatique et le matériel de bureau sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans. Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail.

Placements

Les placements sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur marchande. Les gains ou les pertes réalisés à la vente de placements sont calculés selon la méthode du coût moyen et sont présentés dans le fonds de fonctionnement.

Affectations

Le conseil d'administration de l'Institut peut user de son pouvoir discrétionnaire pour affecter au fonds de dotation la totalité ou une partie de tout excédent de fonctionnement.

3

Virement au fonds de dotation

Le fonds de fonctionnement conserve, pour son propre usage, des produits de placements dont la somme correspond à 5 % (5,5 % en 2000) de la valeur marchande moyenne du fonds de dotation à la fin des trois exercices précédents. Sous cette formule, au cours de l'exercice, le conseil d'administration a mis une somme de 2 044 283 \$ (2 081 952 \$ en 1999) à la disposition du fonds de fonctionnement. Le conseil d'administration a également approuvé l'utilisation d'une somme de 588 297 \$ de l'excédent de fonctionnement pour couvrir les activités de l'exercice en cours. Le solde des produits de placements, soit 958 000 \$ (62 000 \$ en 1999), demeure dans le fonds de dotation.

Les produits de placements gagnés se composent comme suit :

	2001	2000
	\$	\$
Produits tirés de ressources détenues à titre de dotations	1 403	1 435
Frais de gestion des placements et frais de garde	(139)	(143)
Produits tirés des ressources du fonds de fonctionnement	9	21
	1 273	1 313

4 Titres négociables

	Coût	Valeur marchande 2001	Coût	Valeur marchande 2000
	\$	\$	\$	\$
Obligations	20 083	20 323	19 252	18 863
Actions	15 377	21 277	15 715	24 429
	35 460	41 600	34 967	43 292

5 Immobilisations

	Coût	Amortissement cumulé 2001	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette 2000
	\$	\$	\$	\$
Matériel informatique	294	210	84	60
Matériel de bureau	85	81	4	—
Améliorations locatives	63	52	11	21
	442	343	99	81

6 Dette bancaire

Une banque à charte canadienne a consenti à l'Institut une marge de crédit de 500 000 \$ à taux préférentiel. À titre de garantie pour tout emprunt en vertu de la marge de crédit, la banque détient une lettre d'engagement confirmant que les placements du fonds de dotation ne sont assujettis à aucune charge qui les rendrait inaptés au service de la dette de l'Institut.

En date du 31 mars 2001, la marge de crédit n'était pas utilisée, la dette bancaire résultant seulement des chèques en circulation.

7 Produits reportés

Les produits reportés du fonds de fonctionnement relatifs aux abonnements au magazine *Options politiques* seront reflétés dans les produits durant la période d'abonnement.

8 Affectations de l'actif net

L'actif du fonds de dotation a été grevé d'affectations d'origine interne par le conseil d'administration de l'Institut, selon lequel cet actif doit être maintenu de façon permanente en vue de financer les activités de fonctionnement de l'Institut. Ces sommes assujetties à des affectations d'origine interne ne peuvent être utilisées à d'autres fins sans l'approbation du conseil d'administration.

9 Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement

	2001	2000
	\$	\$
Débiteurs	60	(102)
Stocks	10	(28)
Frais payés d'avance	(63)	23
Créditeurs et charges à payer	(65)	3
Produits reportés	(1)	(5)
	(59)	(109)

10 Régime de retraite

L'Institut maintient un régime de retraite à prestations déterminées.

La dernière évaluation triennale a été préparée par William M. Mercer Limitée au 31 décembre 1998. À cette date, la valeur marchande des actifs du régime de retraite était évaluée à 146 100 \$, soit 49 300 \$ en excédent de la provision actuarielle.

11 Engagements

L'Institut a conclu des contrats de location-exploitation visant la location de matériel et de locaux pour un montant total de 76 565 \$, incluant les montants suivants pour les prochains exercices :

	\$
2002	69 088
2003	7 477

12 Chiffres correspondants

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice courant.

irpp conseil d'administration 2001-2002

Miller Ayre

St-Jean (Terre-Neuve)

Marcel Côté

Montréal (Québec)

Nellie Cournoyea

Inuvialuit (Territoires du Nord-Ouest)

Peter Dobell

Ottawa (Ontario)

Doug Emsley

Régina (Saskatchewan)

Jean-Guy Finn*

Fredericton (Nouveau-Brunswick)

Brian Flemming

Halifax (Nouvelle-Écosse)

Germaine Gibara
(Vice-présidente du
Conseil)

Montréal (Québec)

Frederick Gorbet*

Toronto (Ontario)

Yves Guérard

Montréal (Québec)

Stephen Harper

Calgary (Alberta)

John Helliwell

Vancouver (Colombie-Britannique)

Shira Herzog**

Toronto (Ontario)

Pierre Marc Johnson

Montréal (Québec)

Roland Lutes

Frédéricton (Nouveau-Brunswick)

Kathleen Mahoney

Calgary (Alberta)

Maurice Pinard*

Montréal (Québec)

Bob Rae
(Président du Conseil)

Toronto (Ontario)

Hugh Segal
(Président)

IRPP, Montréal (Québec)

Robbie F. Shaw

Halifax (Nouvelle-Écosse)

Denis Stairs

Halifax (Nouvelle-Écosse)

Gordon Thiessen**

Ottawa (Ontario)

Manon Vennat

Montréal (Québec)

Peter White

Toronto (Ontario)

Alfred G. Wirth

Toronto (Ontario)

Membres désignés

Roger Gibbins

Calgary (Alberta)

Desmond Morton

Montréal (Québec)

David Zussman

Ottawa (Ontario)

* membres du conseil dont le mandat
s'est terminé cette année.

** nouveaux membres, élu(e)s en juin 2001.